



Contre les politiques d'austérité, manifestons le 11 octobre

Le gouvernement a décidé d'imposer des mesures de rigueur/austérité censées réduire ce qu'il appelle « le déficit de la France ». Comme toujours, il veut faire payer principalement les salariés et les consommateurs :

- **Il crée un impôt sur la maladie** : hausse de la taxe sur les complémentaires santé qui va nous coûter 2 200 millions d'euros.
- **Tous les salariés paieront 1% de plus** sur la part du salaire brut servant de base pour calculer la CSG, ce qui représente 550 millions d'euros.
- **L'ensemble des salariés qui bénéficient d'intéressement ou de participation** subiront la hausse du forfait social de 6 à 8 % et se priveront de 400 millions d'euros.
- **En l'absence d'une politique de prévention satisfaisante, les consommateurs seront taxés** de 600 millions d'euros pour le tabac, 340 pour les alcools forts et 120 pour les boissons sucrées...
- **Et à l'inverse, les plus riches gagnant 40 fois le SMIC** ne paieront que 200 millions d'euros, et seulement de façon temporaire, ce qui correspond aux 3% des revenus perçus au-dessus de 0,5 million d'euros... Il leur suffira de puiser un peu dans le cadeau de 2 300 millions qu'ils viennent de recevoir, au titre de la suppression de l'ISF. Seule une 2^e mesure les touche réellement : ils gagneront moins en revendant relativement rapidement un immeuble ayant pris de la valeur...

Cette dette n'est pas la nôtre, elle est effectivement **la conséquence de dizaines d'années de politique fiscale favorisant les plus riches et des gros cadeaux fiscaux de ces dernières années...** ce que reconnaissent les rapports commandés par le gouvernement, celui sur la situation des finances publiques d'avril 2010 et celui du député UMP G. Carrez arrivent au même résultat : si la politique fiscale était la même qu'en 2000, sans les baisses d'impôts et les cadeaux, 100 milliards supplémentaires rentreraient chaque année dans les caisses de l'État.

Nous dénonçons la politique fiscale

de cadeaux aux plus riches privant l'État de recettes et lui permettant de justifier cette austérité qui frappe encore ceux qui ont le moins de moyens.

Nous demandons une politique plus égalitaire :

- **la réduction des inégalités** par un impôt juste, proportionnel aux revenus y compris du patrimoine, et par la remise en cause des niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale,
- **une politique visant une autre répartition des richesses**, favorisant le développement économique et social, développant des services publics de qualité,
- **une relance de la croissance**, en respectant les impératifs de développement durable, qui augmentera les emplois.

**Nous exigeons des mesures urgentes,
dans l'immédiat qui est insupportable
pour un trop grand nombre :**

- **Abandonner les mesures d'austérité** qui frappent les salariés et les consommateurs.
- **Soutenir le pouvoir d'achat** notamment des plus bas revenus et rouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.
- **Faire de l'emploi**, en particulier celui des jeunes, **une priorité**. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.
- **Supprimer** les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires qui diminuent les emplois.
- **Conditionner toute aide publique** à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.
- **Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières**.

**Sans mobilisations,
ce qui nous attend :**

L'austérité s'avère moins forte en France que dans d'autres pays, moins combattifs. Mais en regardant derrière les frontières, **nous voyons ce qui nous arriverait si nous nous laissons faire** : toujours plus de privatisations et de suppressions de postes dans les services publics, nouveaux reports de l'âge de départ à la retraite et baisse des pensions, baisse des remboursements de l'assurance-maladie, baisse du pouvoir d'achat et même des salaires, réduction de l'indemnisation des chômeurs, abandon des mesures favorables à l'environnement, étranglement financier des associations, mesures contre les étrangers... tout cela dans une logique de récession de l'économie, et donc d'une nouvelle réduction des recettes fiscales, qui alimentera encore les déficits publics, amenant ainsi à de nouveaux tours de vis présentés encore comme inéluctables.

L'intervention des salariés, des retraités et des chômeurs est indispensable pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir

**Les organisations syndicales ont décidé une journée nationale
d'action interprofessionnelle le mardi 11 octobre 2011**

C'est maintenant qu'il faut bouger

**Pour exprimer massivement notre mécontentement,
faisons tous ensemble du 11 octobre, dans la Marne,
une grande journée de grève et de manifestation**

**Rassemblement le 11 octobre à 10h
devant la maison des syndicats - 15 bd de la Paix à Reims**